

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

Niort, le 10 mars 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **TRANSPORTS ANTOINE ET CIE**

6 square Nicolas Appert  
ZI du Cormier  
49300 Cholet

Références : 0007209072/2026/110

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement TRANSPORTS ANTOINE ET CIE implanté La Boutonnière Terves 79300 Bressuire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRANSPORTS ANTOINE ET CIE
- La Boutonnière Terves 79300 Bressuire
- Code AIOT : 0007209072
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Transports Antoine et Cie, en tant qu'entreprise de transport et de logistique, exploitait la station-service implantée sur le site de Terves au lieu-dit La Boutonnière à Bressuire. Son ancien siège social était situé au 3 rue Grand Pré à La Meilleraie-Tillay (85700).

L'installation disposait d'un récépissé de déclaration au titre de la rubrique 1435 en date du 11/04/2011. Suite à la télédéclaration de cessation totale, l'exploitant dispose de la preuve de dépôt référencée A-3-QB8VT14O5 en date du 11/07/2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Cessation d'activité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.7 de l'annexe I	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit finaliser sa déclaration de cessation en déposant l'attestation de mise en sécurité conformément aux articles R.512-66-1 et suivants du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.7 de l'annexe I
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Cessation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lors de la cessation complète ou partielle de l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, l'exploitant en informe le préfet au moins un mois avant l'arrêt. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a procédé à la télédéclaration de cessation totale au titre de la rubrique 1435 et dispose de la preuve de dépôt référencée A-3-QB8VT14O5 en date du 17/07/2023 dans laquelle il a indiqué avoir arrêté l'installation le 31/01/2022, vidé les cuves de stockage d'hydrocarbures. À cette occasion, il s'est également engagé à déposer l'attestation de mise en sécurité conformément aux articles R.512-66-1 et suivants du code de l'environnement. Lors de la télédéclaration de cessation, l'exploitant a indiqué avoir laissé sur place les extincteurs mais n'a pas précisé si leur vérification est maintenue et si les cuves ont été dégazées et inertées.</p> <p>A l'occasion de l'inspection des entrepôts frigorifiques de Bressuire, l'inspection des installations classées constate que le site de transport logistique est fermé, à l'arrêt. Les installations de distribution de carburant sont toujours présentes (deux cuves aériennes et pompes). L'attestation prévue à l'article L. 512-12-1 n'a pas été jointe à la télédéclaration de cessation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit déposer l'attestation de mise en sécurité conformément aux articles R.512-66-1 et suivants du code de l'environnement dans un délai d'un mois à réception du présent rapport. En l'absence de transmission dans le délai imparti, une mise en demeure sera proposée à la signature</p>

de Monsieur le Préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois